

02/10/21

CURRICULUM VITAE**Pierre KLEIN**

498 Beaumont Est
Saint-Bruno de Montarville, Qc
J3V 2R3
Canada
+ 1 (450) 482-3518

Bureau :
Centre de droit international
Faculté de droit - U.L.B.
C.P. 137
Avenue F.D. Roosevelt, 50
1050 - Bruxelles
Tél. : + 32.2.650.34.01
Télécopie : + 32.2.650.33.54
Adresse électronique : piklein@ulb.ac.be

Nationalité : Belge

Fonctions actuelles

Professeur de droit international à l'Université libre de Bruxelles (Professeur extraordinaire, 2020, professeur ordinaire, 2010 ; professeur, 2008 ; Chargé de cours, 1998 ; Maître de conférences, 1996)

Formation

- 1987 - Licence en droit avec distinction à l'Université Libre de Bruxelles
- 1988 - Licence spéciale en droit international avec grande distinction à l'Université Libre de Bruxelles
- 1996 - Doctorat en droit avec la plus grande distinction à l'Université Libre de Bruxelles (thèse portant sur "Le droit de la responsabilité des organisations internationales")

Langues

Anglais : très bonne connaissance : parlé, écrit, publications
Néerlandais : bonne connaissance

Espagnol et italien : connaissance passive

Expériences professionnelles

I. Académiques

1. Enseignement

Chargé des enseignements suivants à l'U.L.B. :

- actuels : « Droit des organisations internationales et sécurité collective » (5 ECTS) (depuis 2009), « International Law and Terrorism » (5 ECTS) (depuis 2015).
- passés : « Droit international public » (partim, 9 ECTS) (2009-2015) ; "Fonctions diplomatiques, consulaires et internationales" (30 heures) (de 1996 à 1999) ; "Théorie générale du droit international public" (5 ECTS) (de 1996 à 2008) ; « Droit de l'espace » (5 ECTS) (de 1996 à 2008), "Droit international et pays en développement" (5 ECTS) (de 1996 à 2009), "Responsabilité internationale" (5 ECTS) (de 1996 à 2009), "Règlement des différends internationaux" (5 ECTS) (de 2006 à 2009)

Enseignements dans le cadre du programme de bourse de perfectionnement en droit international des Nations Unies, La Haye, (droit des organisations internationales, 6 heures, août 2012 ; droit des traités, 9 heures, et droit de la paix et de la sécurité, 6 heures, juillet 2014).

Professeur invité à l'Université d'Aix-Marseille III pour un cours de « Théorie générale du droit international », octobre 2011

Cours à l'Institute of Public International Law and International Relations de l'Université de Thessalonique, Grèce, en septembre 2005 ("Les prétentions des Etats à la mise en œuvre "unilatérale" du droit international")

Professeur invité à l'Université de Paris Sud (Paris XI – Sceaux) pour un séminaire sur la responsabilité internationale des Etats, novembre 2004

Professeur invité à l'Université d'Ottawa en janvier 2004, janvier 2007 et janvier 2012, pour le cours de « Règlement des différends en droit international public » ; en janvier 2011 et janvier 2015 pour le cours de « Droit des organisations internationales » ; en janvier 2013 pour le cours de « Responsabilité internationale ».

Cours à l'Académie de droit international de La Haye en août 2003 (« Le droit international à l'épreuve du terrorisme »)

Professeur invité à l'Université d'Abomey-Calavi (Bénin - DEA droits de la personne et démocratie) (de 2000 à 2007), pour le cours d'Introduction au droit international public

Mission d'enseignement au Vietnam (Université nationale du Vietnam - Faculté de droit) en décembre 2000 (droit international public)

Chargé de cours invité pour le cours de "Droit international public" (*partim*, 20 heures) pour l'année académique 1997-1998 à la Faculté de droit de l'Université catholique de Louvain

Chargé du cours de "Problèmes d'actualité en droit international public" pour l'année académique 1996-1997 à la Faculté de droit de l'Université McGill (Montréal)

Chargé de l'enseignement du cours de "Droit des organisations internationales" (30 heures) pour l'année académique 1995-1996 à l'U.L.B.

Chargé du cours de "Droit international public" pour l'année académique 1995-1996 au Département des sciences juridiques de l'Université du Québec à Montréal (UQAM)

Chargé du cours de "Règlement des différends internationaux" pour les années académiques 1994-1995 et 1995-1996 à la Faculté de droit de l'Université McGill (Montréal)

Chargé du cours de "Droit international public" pour l'année académique 1993-1994 à la Faculté de droit de l'Université d'Ottawa (section de Common Law)

Chargé de l'enseignement du cours de "Responsabilité internationale" (30 heures) pour l'année académique 1992-1993 à l'U.L.B.

En septembre 1991 et 1992, chargé de l'enseignement du cours d'"*Introduction to the European Communities Treaty Law* " (6 heures) dans le cadre du "*Semester on the European Communities* " organisé à l'Institut d'Etudes européennes de l'U.L.B. par l'université de Drew (New-Jersey).

2. Encadrement

Durant l'année académique 1994-1995, préparation des étudiants de l'Université McGill (Montréal) au concours de procès-simulé Charles Rousseau (Vainqueurs de la finale internationale à Genève en mai 1995).

De 1988 à 1991, assistant à l'U.L.B. pour les exercices de "Contentieux judiciaire international" (deuxième licence spéciale en droit international). Préparation des étudiants aux concours de procès-simulé Charles Rousseau (Vainqueurs de la finale internationale à Genève en mai 1989 et à La Haye en mai 1990, finalistes et prix du meilleur mémoire à Québec en 1991) et René Cassin (droits de l'homme).

De 1989 à 1992, et en 1997, assistant à l'U.L.B. pour le cours de "Droit des conflits armés" (deuxième licence spéciale en droit international). Préparation des étudiants au concours de procès-simulé Jean Pictet.

De 1990 à 1992, assistant à l'U.L.B. pour le cours de "Questions spéciales de droit international public - Deuxième partie" (deuxième licence en sciences politiques-relations internationales et deuxième licence spéciale en droit international).

3. Recherche.

De 1990 à 1994, aspirant au Fonds national de la recherche scientifique de Belgique. Préparation d'une thèse de doctorat sur "Le droit de la responsabilité des organisations internationales" (Centre de droit international – U.L.B.).

Durant l'année académique 1994-1995, *Boulton Fellow* à la Faculté de droit de l'Université McGill (Montréal).

De 1997 à 2008, premier assistant (50 % ETP) à la Faculté de droit de l'U.L.B.

D'octobre 1999 à juin 2000, *Visiting Scholar* au *Lauterpacht Research Center for International Law* de l'Université de Cambridge

De 2002 à 2004, co-direction d'un projet de recherche intitulé « *Société civile et démocratie dans la prise de décisions et les mécanismes de contrôle des organisations internationales* » (Centre de droit international et Centre de philosophie du droit de l'U.L.B., en collaboration avec l'Université de Londres et l'École des Hautes Etudes en Sciences Sociales de Paris).

De 2010 à 2015, co-promoteur d'une Action de recherche concertée (ARC) sur le thème « Le juge, un acteur en mutation », regroupant les centres de droit international, de droit public, de droit privé et de philosophie du droit de la Faculté de droit de l'ULB. Co-directeur de l'axe de recherche intitulé « L'activisme du juge pénal international ».

II. Non-académiques

1. Consultations

Depuis novembre 2019, conseil de la République de Maurice dans l'affaire du *Différend relatif à la délimitation de la frontière maritime entre Maurice et les Maldives dans l'océan Indien (Maurice/Maldives)* devant une chambre spéciale du Tribunal international du droit de la mer

Septembre 2019, expert auprès de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe pour des questions liées à la contestation des pouvoirs d'une délégation nationale à l'Assemblée.

Juin-septembre 2019, consultant auprès du Bureau des affaires juridiques des Nations Unies (New York) pour une étude sur les obligations résultant pour les Etats membres des résolutions adoptées par le Conseil de sécurité et l'Assemblée générale dans le cadre de la lutte contre le terrorisme

De 2018 à 2020, conseil du Qatar dans la procédure d'*Appel concernant la compétence du Conseil de l'OACI en vertu de l'article 84 de la convention relative à l'aviation civile internationale (Arabie saoudite, Bahreïn, Egypte et Emirats arabes unis c. Qatar)* et dans la procédure d'*Appel concernant la compétence du Conseil de l'OACI en vertu de l'article II, section 2, de l'accord de 1944 relatif au transit des services aériens internationaux (Bahreïn, Egypte et Emirats arabes unis c. Qatar)* devant la Cour internationale de Justice

De 2018 à 2021, conseil du Qatar dans l'affaire relative à l'*Application de la convention internationale pour l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale (Qatar c. Emirats arabes unis)* devant la Cour internationale de Justice

De 2017 à 2019, conseil de la République de Maurice dans la procédure consultative relative aux *Effets juridiques de la séparation de l'archipel des Chagos de Maurice en 1965* devant la Cour internationale de Justice

De 2016 à décembre 2017, et depuis janvier 2021, conseil de la République démocratique du Congo dans l'affaire relative aux *Activités armées sur le territoire du Congo (R.D.C. c. Ouganda)* (demande de réparation) devant la Cour internationale de Justice

De 2015 à 2017, conseil de la République du Ghana dans l'affaire du *Différend relatif à la délimitation de la frontière maritime entre le Ghana et la Côte d'Ivoire dans l'Océan atlantique* devant une chambre spéciale du Tribunal international du droit de la mer

De 2010 à 2013, conseil de la République du Niger dans l'affaire relative au *Différend frontalier Niger/Burkina-Faso* devant la Cour internationale de Justice

De 2010 à 2011, conseil de la République de Macédoine dans l'affaire de *l'Application de l'Accord Intérimaire du 13 septembre 1995 (ex-République yougoslave de Macédoine c. Grèce)* devant la Cour internationale de Justice

Septembre 2009-septembre 2010, consultant auprès du Bureau des affaires juridiques des Nations Unies (New York) pour une étude sur la responsabilité des organisations internationales

Décembre 2008- avril 2009 : expert désigné par la Commission européenne pour participer à un groupe d'experts conjoint Union européenne-Union africaine sur les modalités d'exercice de la compétence universelle

En 2005-2006, expert auprès du Groupe de recherches et d'information sur la paix (GRIP – Bruxelles), pour l'élaboration d'un avant-projet de convention de la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'ouest (CEDEAO) sur le traçage et le marquage des armes légères

Depuis mai 2005, expert auprès du Comité des frontières de la République socialiste du Vietnam

En 2002-2003, expert auprès du Groupe de recherches et d'information sur la paix (GRIP – Bruxelles), pour l'élaboration d'un avant-projet de convention internationale sur le traçage et le marquage des armes légères

De 2002 à 2005, conseil de la République du Niger dans l'affaire relative au *Différend frontalier Niger/Bénin* devant la Cour internationale de Justice

De 2001 à 2005, conseil de la République démocratique du Congo dans l'affaire relative aux *Activités armées sur le territoire du Congo (R.D.C. c. Ouganda)* (fond) devant la Cour internationale de Justice

De 2000 à 2006, conseil de la République démocratique du Congo dans l'affaire *Ahmadou Sadio Diallo (République de Guinée c. R.D.C.)* devant la Cour internationale de Justice

En juin 1997, expert auprès du gouvernement canadien (ministère de la Justice - procédure de retrait de la résidence permanente à une personne accusée de crimes de droit international)

De 1990 à 1992, études et recherches effectuées pour la République de Mauritanie à Bruxelles, Paris et Aix-en-Provence sur diverses questions de délimitation territoriale et de responsabilité internationale.

Préparation d'un rapport sur les droits de la défense pour l'Association internationale des Juristes démocrates, février 1989, 15 p. dact.

De décembre 1989 à mars 1990, recherches pour le Groupe d'étude du fédéralisme sur la coopération entre entités fédérées dans les systèmes fédéraux.

2. Autres

Secrétaire-rédacteur aux sessions de Milan (1993) et de Lisbonne (1995) de l'Institut de droit international. Responsable du secrétariat pour les sessions de Strasbourg (1997), de Berlin (1999) de Vancouver (2001) et de Bruges (2003).

Avocat stagiaire au Barreau de Bruxelles d'octobre 1988 à juin 1989.

Publications

I. Livres

A. A titre d'auteur ou de co-auteur

1. *Droit d'ingérence ou obligation de réaction ? - Les possibilités d'action visant à assurer le respect des droits de la personne face au principe de non-intervention*, avec O. Corten, Bruylant, Bruxelles, 1992, 281 pages (Prix Alice Seghers 1992, Faculté de droit de l'U.L.B.). Deuxième édition augmentée, 1996, 309 pages.
2. *La responsabilité des organisations internationales dans les ordres juridiques internes et en droit international*, Bruylant, Bruxelles, 1998, xxxii+673 pages.
3. *Bowett's Law of International Institutions*,
 - 5ème édition, avec Ph. Sands, Sweet and Maxwell, Londres, 2001, xxxv+610 pages.
 - 6ème édition, avec Ph. Sands, Sweet and Maxwell, Londres, 2009, xxxviii+619 pages

B. A titre de co-éditeur

1. *Entre les lignes - La guerre du Golfe et le droit international*, Bruxelles, Créadif, 1991, (ouvrage collectif publié sous les auspices du Centre de droit international de l'U.L.B.).
2. *A la recherche du nouvel ordre mondial*, 2 volumes, Bruxelles, Editions Complexe, 1993, (ouvrage collectif publié à l'initiative de l'Association droit des gens).
3. *Les défis du "nouvel ordre mondial"*, *Les dossiers du GRIP*, n° 182, Bruxelles, 1993 (ouvrage collectif publié à l'initiative de l'Association droit des gens).
4. *Démembrements d'Etats et délimitations territoriales : l'uti possidetis en question(s)*, avec Olivier Corten, Barbara Delcourt et Nicolas Levrat, Bruxelles, Bruylant, 1999, 449 p.
5. *L'intervention en Irak et le droit international*, avec Karin Bannelier-Christakis, Théodore Christakis et Olivier Corten, Paris, Pedone, 2004, 378 p.
6. *Société civile et démocratisation des organisations internationales*, avec Nicolas Angelet, Thomas Berns, Olivier Corten et Benoît Frydman, Bruxelles, Academia, 2005, 245 p.
7. *Les Conventions de Vienne sur le droit des traités - Commentaire article par article*, avec Olivier Corten, Bruxelles, Bruylant, 2006, 3 vol., xxxix + 2965 p.
8. *Pouvoir du droit, droit du pouvoir – Mélanges offerts à Jean Salmon*, avec Nicolas Angelet, Olivier Corten et Eric David, Bruxelles, Bruylant, 2007, xxxix + 1506 p.

9. *L'Etat de droit en droit international*, Actes du colloque de Bruxelles de la Société française pour le droit international, avec Olivier Corten et Pierre d'Argent, Paris, Pedone, 2009

10. *The Vienna Conventions on the Law of Treaties – A Commentary*, avec Olivier Corten, Oxford, Oxford University Press, 2011, 2176 p. (deuxième édition de l'ouvrage référencé au point 7, ci-dessus) (une nouvelle édition de la version anglaise du commentaire est actuellement en cours de préparation, prévue pour publication en 2022).

II. Cours

« Le droit international à l'épreuve du terrorisme », *Recueil des Cours de l'Académie de droit international*, tome 321 (2006), Leiden/Boston, Martinus Nijhoff, 2007, pp. 203-484

« Les prétentions des Etats à la mise en œuvre 'unilatérale' du droit international », *Theasurus Acroasium*, vol. XXXVI (session de 2005 de l'Institute of International Public Law and International Relations of Thessaloniki), Athènes/Thessalonique, Sakoulas, 2010, pp. 373-447.

III. Articles et notes

A. A titre d'auteur :

1. "La protection diplomatique des doubles nationaux - Reconsidération des fondements de la règle de la non-responsabilité", *R.B.D.I.* (Bruxelles), 1988, pp. 184-216.
2. "Recent European Trends in Asylum and Granting Refugee Status", *Journal of Refugee Studies* (Oxford), 1990, n° 2, pp. 163-175.
3. "Les accords de coopération horizontale dans les Etats fédéraux", *Cahiers du Centre d'Etudes du Fédéralisme* (Bruxelles), n° 2, 1990, 42 pages.
4. "Les organisations internationales face au sida", in *Le sida, un défi aux droits*, Actes du colloque de l'Institut de Sociologie sur "Les aspects juridiques du sida", Bruxelles, Bruylant, 1991, pp. 33-55 et *R.B.D.I.* (Bruxelles), 1990, pp. 153-170.
5. "Statut et responsabilité des forces coalisées", in *Entre les lignes - La guerre du Golfe et le droit international*, Bruxelles, Créadif, 1991, pp. 79-90.
6. "Le contentieux belgo-zaïrois - Développements récents", étude particulière pour la chronique "La pratique du pouvoir exécutif et le contrôle des Chambres législatives en matière de droit international", *R.B.D.I.* (Bruxelles), 1991, pp. 230-242.
7. "Le droit aux élections libres en droit international : mythes et réalités", in Association droit des gens (Ed.), *A la recherche du nouvel ordre mondial*, Vol. I, Bruxelles, Editions Complexe, 1993, pp. 93-121.

8. "Le soutien aux processus de démocratisation : une nouvelle ligne de force de la politique belge de coopération au développement", étude particulière pour la chronique "La pratique du pouvoir exécutif et le contrôle des Chambres législatives en matière de droit international", *R.B.D.I.* (Bruxelles), 1993, pp. 606-613.
9. "La protection de l'assistance humanitaire : un nouveau mandat pour les Forces des Nations Unies", *Revue québécoise de droit international* (Montréal), 1993-1994, pp. 95-102.
10. Rédaction de définitions pour le *Dictionnaire de droit international public* réalisé sous les auspices de l'AUPELF-UREF, dans les domaines du droit diplomatique et consulaire (sous la direction de J. Salmon - environ 20 entrées) et du droit de la responsabilité internationale (sous la direction de A. Pellet - environ 25 entrées), Bruxelles/Paris, Bruylant/A.U.F., 2001.
11. "Quelques réflexions sur le principe de spécialité et la "politisation" des institutions spécialisées", in Laurence Boisson de Chazournes et Philippe Sands (Eds.), *International Law, the International Court of Justice and Nuclear Weapons*, Cambridge University Press, 1999, pp. 78-91.
12. "Les glissements sémantiques et fonctionnels de l'*uti possidetis*", in Olivier Corten, Barbara Delcourt, Pierre Klein et Nicolas Levrat (s.l.d.), *Démembrements d'Etats et délimitations territoriales : l'*uti possidetis* en question(s)*, Bruxelles, Bruylant, 1999, pp. 281-306 et *R.B.D.I.* (Bruxelles), 1998, pp. 107-128.
13. "La Cour de Justice des Communautés européennes et le droit international - De quelques contradictions", *Mélanges dédiés à Michel Waelbroeck*, Bruxelles, Bruylant, 1999, pp. 1-18 (addendum au volume I des *Mélanges*).
14. "Les institutions financières internationales et les droits de la personne", *R.B.D.I.* (Bruxelles), 1999, pp. 8-25.
15. "Les mécanismes de contrôle des engagements des Etats parties aux conventions du Conseil de l'Europe", *Revue de droit de l'U.L.B.* (Bruxelles), 2000, pp. 203-238.
16. "Les problèmes soulevés par la référence à la 'communauté internationale' comme facteur de légitimité dans le cadre du conflit du Kosovo", in Olivier Corten et Barbara Delcourt (s.l.d.), *Droit, légitimation et politique extérieure : l'Europe et la guerre du Kosovo*, Bruxelles, Bruylant, 2001, pp. 261-297.
17. "Les organisations internationales dans les conflits armés : la question de la responsabilité internationale", in M. Benchikh (s.l.d.), *Les organisations internationales et les conflits armés*, Paris, L'Harmattan, 2001, pp. 167-198.
18. "La réforme de la coopération belge au développement", étude particulière pour la chronique "La pratique du pouvoir exécutif et le contrôle des Chambres législatives en matière de droit international", *R.B.D.I.* (Bruxelles), 2002, pp. 421-438.

19. "L'action des organisations non gouvernementales pour la protection de l'environnement marin dans la zone économique exclusive : le cas de Greenpeace", in Erik FRANCKX et Philippe GAUTIER (s.l.d.), *La zone économique exclusive et la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer, 1982-2000 : un premier bilan de la pratique des Etats*, Bruxelles, Bruylant, 2003, pp. 133-141.
20. "Les Nations Unies, les Etats et la société civile : la place et le rôle des organisations non gouvernementales au sein de l'ONU", in *La démocratisation du système des Nations Unies*, actes du colloque organisé en décembre 2000 par l'Institut d'Etudes politiques d'Aix-en-Provence et le CERIC, Paris, Pedone, 2001, pp. 97-113.
21. « Vers la reconnaissance progressive d'un droit à des représailles armées ? », in K. Bannelier, Th. Christakis, O. Corten et B. Delcourt (s.l.d.) *Le droit international face au terrorisme*, Paris, Pedone, 2002, pp. 249-257.
22. « Responsibility for Breaches of Obligations to the International Community as a whole and United Nations Law », *European Journal of International Law* (Florence), 2002, pp. 1241-1255 ; également publié sous le titre « Responsabilité pour violation d'obligations découlant de normes impératives du droit international général' et droit des Nations Unies », in Pierre-Marie DUPUY (s.l.d.), *Obligations multilatérales, droit impératif et responsabilité internationale des Etats*, Paris, Pedone, 2003, pp. 189-206.
23. « The effects of US predominance on the elaboration of treaty regimes and on the evolution of the law of treaties », in Michael BYERS et Georg NOLTE (Eds.), *The Effects of United States Predominance on the Foundations of International Law*, Cambridge, Cambridge University Press, 2003, pp. 363-391.
24. Commentaires des articles 49 et 50, in Jean-Pierre COT, Alain PELLET et Mathias FORTEAU (s.l.d.), *La Charte des Nations Unies – Commentaire article par article*, 3^{ème} éd., Paris, Economica, 2005, pp. 1303-1328.
25. « L'enchevêtrement des compétences en matière de répression dans les conventions destinées à protéger les communications aériennes et maritimes », in *Les compétences de l'Etat*, Actes du colloque de Rennes de la Société française pour le droit international, Paris, Pedone, 2006, pp. 287-299.
26. Commentaire de l'article 80 de la Convention de Vienne de 1969 et de l'article 81 de la Convention de Vienne de 1986, in Olivier CORTEN et Pierre KLEIN (s.l.d.), *Les Conventions de Vienne sur le droit des traités - Commentaire article par article*, Bruxelles, Bruylant, 2006, pp. 2819-2836.
27. « Jean Salmon et l'Ecole de Reims », in *Droit du pouvoir, pouvoir du droit – Mélanges Jean Salmon*, Bruxelles, Bruylant, 2007, pp. 19-39

28. « Le Conseil de sécurité et la lutte contre le terrorisme : dans l'exercice de pouvoirs toujours plus grands », in *Revue québécoise de droit international* (Montréal)(numéro spécial en hommage à Katia Boustany), 2007, pp. 133-147.
29. Rédaction des entrées "International Organisations or Institutions, Decision-Making Process" et "International Organisations or Institutions, Internal Law and Rules" dans l'*Encyclopedia of Public International Law*, sous la direction du Max-Planck Institut, 3^{ème} éd. Oxford University Press, 2008, 12 pp. (révisées en février 2019).
30. « Responsabilité pour les faits commis dans le cadre d'opérations de paix et étendue du pouvoir de contrôle de la Cour européenne des droits de l'homme : quelques considérations critiques sur l'arrêt *Behrami et Saramati* », *Annuaire français de droit international* (Paris), 2007, pp. 43-64.
31. « L'administration internationale de territoires : quelle place pour l'Etat de droit ? », in *L'Etat de droit en droit international*, Actes du colloque de Bruxelles de la Société française pour le droit international, Paris, Pedone, 2009, pp. 385-402
32. Présentation de la Convention internationale pour la répression des attentats terroristes à l'explosif de 1997 et de la Convention internationale pour la répression du financement du terrorisme de 1999 pour la Bibliothèque audiovisuelle des Nations Unies (disponible en ligne : <http://www.un.org/law/avl/>, sous « Historic Archives – Criminal Law »), 7 pp.
33. « The Attribution of Acts to International Organizations », in J. Crawford, A. Pellet and S. Olleson (eds.) *The Law of International Responsibility*, Oxford, O.U.P., 2010, pp. 297-315 – version française originale : « L'attribution d'un fait à une organisation internationale », à paraître dans *Droit de la responsabilité internationale* (s.l.d. A. Pellet, J. Crawford, P. Bodeau et S. Szurek), Paris, Pedone, 2012.
34. « Les prétentions des Etats à la mise en œuvre 'unilatérale' du droit international », *R.B.D.I.* (Bruxelles), 2010, pp. 141-202 (ce texte est identique, en substance, à celui publié en 2010 dans *Thesaurus Acroasium* – ci-dessus sous « cours »).
35. Commentaire de l'article 5 in M. KAMTO (s.l.d.), *La charte africaine des droits de l'homme et des peuples et le protocole y relatif portant création de la cour africaine des droits de l'homme – Commentaire article par article*, Bruxelles, Bruylant, 2011, collection de droit international, n°67, pp. 152-166.
36. « Allocating responsibility – Attribution of conduct in multinational military operations », in Mariano J. AZNAR et Milena COSTAS (eds), *The integration of the human rights component and international humanitarian law in peace missions led by the European Union*, Psylicom, Valence, 2011, pp. 104-110.
37. « Le panel consultatif des droits de l'homme (*Human Rights Advisory Panel*) de la MINUK : une étape dans le processus de responsabilisation des Nations Unies ? », in *Perspectives du droit international au 21^{ème} siècle - Liber Amicorum Christian Dominicé*, Leiden/Boston, Nijhoff, 2012, pp. 225-255

38. « Panels, médiateurs et mécanismes informel de contrôle des activités des organisations internationales : entre *accountability et responsibility* », Actes du colloque de la Société européenne de droit international, Oxford, Hart Publishing, 2012, pp. 217-228.
39. "Les articles sur la responsabilité des organisations internationales : quel bilan tirer des travaux de la CDI ? », *A.F.D.I.*, 2012, pp. 1-27
40. « Les compétences et pouvoirs des organisations internationales », in Evelyne LAGRANGE et Jean-Marc SOREL (s.l.d.), *Droit des organisations internationales*, Paris, L.G.D.J., 2013, pp. 714-734.
41. « Le droit international contemporain a-t-il étendu l'interdiction du recours à la force aux situations internes aux Etats ? », in *Les limites du droit international – Essais en l'honneur de Joe Verhoeven*, Bruxelles, Bruylant, 2015, pp. 169-181.
42. « La personnalité juridique de la Société des Nations », in Robert KOLB (s.l.d.), *Commentaire sur le Pacte de la Société des Nations*, Bruxelles, Bruylant, 2015, pp. 1131-1145.
43. « 'Criminalizing State Responsibility' (Krystyna MAREK, *RBDI*, 1978-79) - Une préfiguration des débats théoriques de la dernière partie du XXème siècle au sein de la doctrine internationaliste », à paraître dans *R.B.D.I.*, 2015 (numéro spécial du cinquantième anniversaire de la *Revue* ; publié en 2016).
44. « Responsibility of International Organizations », in Jacob KOGAN *et al.* (eds.), *Oxford Handbook of International Organizations*, Oxford, O.U.P., 2016, pp. 1026-1047.
45. « Lotus : fané », in *Dictionnaire des idées reçues en droit international public – Hommage à Alain Pellet*, Paris, Pedone, 2017.
46. « Responsabilité de l'Etat et responsabilité des organisations internationales : avantages et inconvénients de la forme conventionnelle », à paraître dans Pierre BODEAU-LIVINEC (s.l.d.), *Les formes du droit international*, Paris, 2017 (manuscrit disponible).
47. « The intervention in Bosnia-and-Herzegovina 1992-1995 », in Olivier CORTEN, Tom RUYS et Alexandra HOFER (s.l.d.), *The use of force in International Law – A Case-based Approach*, Oxford, O.U.P., 2018, pp. 495-503.
48. « Les développements du droit international de la mer à la lumière de quelques décisions judiciaires récentes », *Revue de la Faculté de droit de l'Université nationale du Vietnam à Hanoi*, 2018 (en vietnamien)
49. "UNMIK Human Rights Advisory Panel", *Encyclopedia of Public International Law*, sous la direction du Max-Planck Institut, 2019, 6 pp.

50. « Terrorism », in *Handbook on United Nations Treaties*, Oxford, O.U.P., 2019, pp. 147-164
51. Rédaction des entrées « Barbarie », « Chantage » et « Guerre froide (emploi contemporain) », dans Valère NDIOR (s.l.d.), *Dictionnaire de l'actualité internationale*, Paris, Pedone, 2021, pp. 79-81, 101-103, 294-295.

B. A titre de co-auteur :

1. "L'intervention militaire des Etats-Unis à Panama et le droit international" (avec O. Corten), *Revue nouvelle* (Bruxelles), 1990, n° 3, pp. 18-27.
2. "Deux poids, deux mesures ? - L'inégalité dans application du pouvoir de décision du Conseil de sécurité" (avec A. Schaus), in *Entre les lignes - La guerre du Golfe et le droit international*, Bruxelles, Créadif, 1991, pp. 59-78 et GRIP, dossier "notes et documents" n° 152-153, décembre-janvier 1990-1991, pp. 34-45.
3. "Droit d'ingérence ou obligation de réaction non armée ?" (avec O. Corten), *R.B.D.I.* (Bruxelles), 1990, pp. 368-440. Cet article a fourni la base de la première partie de l'ouvrage précité.
4. "Devoir d'ingérence ou obligation de réaction armée collective ?" (avec O. Corten), *R.B.D.I.* (Bruxelles), 1991, pp. 46-131. Cet article a fourni la base de la seconde partie de l'ouvrage précité.
5. "Le nouvel ordre mondial : un rôle nouveau pour l'O.N.U. ?" (avec O. Corten), *Memento défense-désarmement 1992*, GRIP, Bruxelles, 1992, pp. 89-98.
6. "L'assistance humanitaire face à la souveraineté des Etats" (avec O. Corten), *Revue trimestrielle de droits de l'homme* (Bruxelles), 1992, pp. 343-364. Une version révisée et condensée de cet article est parue sous le titre "Le statut de l'assistance humanitaire en droit international", *Cahiers du Libre Examen* (Bruxelles), XLème série, 1993, pp. 6-13.
7. "L'autorisation de recourir à la force à des fins humanitaires : droit d'ingérence ou retour aux sources ?" (avec O. Corten), *Journal européen de droit international* (Florence), 1993, pp. 506-533.
8. "Action humanitaire et Chapitre VII : la redéfinition du mandat et des moyens d'action des Forces des Nations Unies" (avec O. Corten), *Annuaire français de droit international* (Paris), 1993, pp. 105-130.
9. "Pour une assistance humanitaire efficace sans droit d'ingérence" (avec O. Corten), in M.J. Domestici-Met (Ed.), *Aide humanitaire internationale : un consensus conflictuel ?*, Actes du colloque d'Aix-en-Provence des 8 et 9 janvier 1993, Paris, Economica/CERIC, 1996, pp. 284-297.

10. "L'efficacité de la justice internationale" (avec O. Corten), in *Justice et juridictions internationales*, Actes des IVèmes rencontres internationales de la Faculté des sciences juridiques, politiques et sociales de Tunis, Paris, Pedone, 2000, pp. 33-72.
11. « Les causes de justification en droit international général au regard de l'article 31, par. 1 c) du Statut de la Cour pénale internationale » (avec J. Salmon), *R.B.D.I.* (Bruxelles), 2000, pp. 363-373.
12. « L'attitude des Etats tiers et de l'ONU face à l'occupation de l'Irak » (avec F. Dopagne), in K. Bannelier, Th. Christakis, O. Corten et P. Klein (s.l.d.), *L'intervention en Irak et le droit international*, Paris, Pedone, 2004, pp. 325-341.
13. « (Re)writing a Handbook on the Law of International Organisations : Options and Challenges » (avec Ph. Sands), *International Organisations Law Review* (Leiden), 2008, pp. 215-222.
14. « Are agreements between States and non-State entities rooted in the international legal order ? » (avec O. Corten), in E. Canizzaro (ed.), *The Law of Treaties Beyond the Vienna Convention*, Oxford, O.U.P., 2011, pp. 3-24.
15. « The Limits of Complicity as a Ground for Responsibility : Lessons Learned from the Corfu Channel Case » (avec O. Corten), in K. Bannelier, S. Heathcote and Th. Christakis (eds.), *The ICJ and the Evolution of International Law — The Enduring Impact of the Corfu Channel Case*, Londres/New York, Routledge, 2012, pp. 315-334
16. « L'action des Nations Unies en Côte d'Ivoire : jusqu'où le Conseil de sécurité peut-il intervenir dans l'ordre juridique interne des Etats ? » (avec O. Corten), in *Liber amicorum en l'honneur de Raymond Ranjeva*, Paris, Pedone, 2013, pp. 73-99.
17. « La référence à d'anciens arbitrages par la Commission du droit international dans ses travaux sur la responsabilité des Etats: formalisation ou déformalisation du droit international ? » (avec O. Corten), in *Unité et diversité du droit international – Ecrits en l'honneur du professeur Pierre-Marie Dupuy*, Leiden/Boston, Martinus Nijhoff, 2014, pp. 399-420.
18. « Territorial Disputes and the Use of Force » (avec V. Koutroulis), in Mamadou HEBIE et Marcelo KOHEN (s.l.d.), *Handbook on Territorial Disputes*, Cheltenham/Northampton, Edward Elgar, 2018, pp. 235-261

III. Autres

A. Syllabi et recueils de texte

1. *Droit des conflits armés*, recueil de documents de base, Bruxelles, C.D.I., U.L.B., Montréal, Presses universitaires, 1991, 300 pages (avec E. David).

2. *Méthodologie de la recherche en droit international public*, Bruxelles, P.U.B., 1991-1992 (Contribution à la mise à jour du syllabus de J. Salmon et E. David avec O. Corten et E. Robert).
3. *Current Problems of the International Legal Order/Problèmes d'actualité en droit international public : Le droit international face au conflit yougoslave*, recueil de textes, Université McGill, Faculté de droit, 1996, 163 pages.
4. *Responsabilité internationale*, Bruxelles, P.U.B., 1996-1997 (Tome II) et 1998-1999 (Tome I), en collaboration avec J. Salmon.
5. *Recueil des ordonnances, décisions et arrêts du Tribunal pénal international pour le Rwanda – Reports of Orders, Decisions and Judgements of the International Criminal Tribunal for Rwanda*, 1995-1997, Bruxelles, Bruylant, 2000, cxxxv+834 pages (co-éditeur avec E. David et A.M. La Rosa).
6. *Recueil des ordonnances, décisions et arrêts du Tribunal pénal international pour le Rwanda – Reports of Orders, Decisions and Judgements of the International Criminal Tribunal for Rwanda*, 1998, Bruxelles, Bruylant, 2003, cxxxvii+1462 pages (co-éditeur avec E. David et A.M. La Rosa).
7. *Recueil des ordonnances, décisions et arrêts du Tribunal pénal international pour le Rwanda – Reports of Orders, Decisions and Judgements of the International Criminal Tribunal for Rwanda*, 1999, Bruxelles, Bruylant, 2004, cxxxix+2042 pages (co-éditeur avec E. David et C. Denis).
8. *Recueil des ordonnances, décisions et arrêts du Tribunal pénal international pour le Rwanda – Reports of Orders, Decisions and Judgements of the International Criminal Tribunal for Rwanda*, 2000, Bruxelles, Bruylant, 2005, clxv+2531 pages (co-éditeur avec E. David et C. Denis).
9. *Droit de l'espace – Recueil de textes*, Bruxelles, P.U.B., 2003, 181 pages

B. Chroniques et compte rendus

1. Compte-rendu des débats de la Journée d'étude sur l'octroi de l'asile et la reconnaissance de la qualité de réfugié, organisée à Bruxelles le 21 avril 1989, publié dans les Actes du colloque, Bruylant, Bruxelles, 1989 et *R.B.D.I.*, 1989, n° 1, pp. 226-233 (avec O. Corten).
2. Participation aux chroniques "La pratique du pouvoir exécutif et le contrôle des Chambres législatives en matière de droit international"
 - 1986-1988, *R.B.D.I.*, 1989, n°2 - Rédaction des *verbi* "coopération au développement", "relations économiques internationales" et "protection diplomatique".
 - 1988-1990, *R.B.D.I.*, 1991, n°1 - "coopération au développement" et "relations belgo-zaïroises".
 - 1990-1992, *R.B.D.I.*, 1993, n°1 - "coopération au développement" et "droits de la personne" (*partim*).

- 1993-1995, *R.B.D.I.*, 1997, n° 1 - "assistance humanitaire", "coopération au développement" et "(non-) intervention".
 - 1995-1999, *R.B.D.I.*, 2002, n° 2 - "coopération au développement", "(non-) intervention" et "règlement des différends".
 - 1999-2003, *R.B.D.I.*, 2005 - "coopération au développement", "espace extra-atmosphérique", "organisations internationales" et "règlement des différends".
 - 2003-2007, *R.B.D.I.*, 2008 - "espace extra-atmosphérique", "organisations internationales" et "règlement des différends".
 - 2011-2014, *R.B.D.I.*, 2015, "organisations internationales".
3. Une quarantaine de comptes rendus d'ouvrages de droit international dans la *R.B.D.I.* (depuis 1988), le *Journal of Refugee Studies* (1991), l'*Annuaire canadien de droit international* (1993-1996), l'*Annuaire africain de droit international* (1998), le *Journal des Tribunaux* (2000), la *Netherlands International Law Review* (2008).
 4. Participation à la rédaction de l'énoncé du problème du concours de procès-simulé en droit international Charles Rousseau 1991 (Affaire du Caoutchoustan), 1994 (Affaire des filets dérivants) et 2001 (Affaire de l'OISEAU).
 5. Rédaction d'éditoriaux pour la section de droit international d'*Informations et documentation juridiques* (éditions Kluwer) pour l'année 1993 (en alternance avec O.Corten).
 6. "La soixante-sixième session de l'Institut de droit international", *R.B.D.I.*, 1993, pp. 634-644.
 7. "La soixante-septième session de l'Institut de droit international", *R.B.D.I.*, 1996, pp. 266-292.

Colloques - Conférences

I. Organisation

1. Membre du comité d'organisation du colloque "Le sida, un défi aux droits"- Les aspects juridiques du sida" (Bruxelles, 10-12 mai 1990).
2. Membre du comité d'organisation du colloque "Des limites administratives aux frontières internationales ? - Le droit international et les démembrements d'Etats" (Bruxelles, 23-24 janvier 1998).
3. Membre du comité d'organisation du colloque "L'intervention en Irak et le droit international" (Paris, 17-18 octobre 2003).
4. Membre du comité d'organisation du colloque annuel de 2008 de la Société française pour le droit international, sur le thème "L'Etat de droit en droit international" (Bruxelles, 5-7 juin 2008).

5. Membre du comité d'organisation de la journée d'études consacrée à la « Responsabilité des organisations internationales » (Aix-en Provence, 24 mars 2012).
6. Membre du comité d'organisation du colloque « Les développements récents du droit de la mer » (Hanoï, automne 2018).

II. Communications et conférences

1. Communication sur "Les organisations internationales face au sida" au colloque "Le sida : un défi aux droits" organisé en mai 1990 à l'Institut de Sociologie de l'U.L.B.
2. Cours sur "La responsabilité internationale des Etats en cas de pollution transfrontière" dans le cadre du programme d'été en droit de l'environnement organisé en août 1992 à l'Institut d'Etudes européennes de l'U.L.B.
3. Conférence sur "Les principes démocratiques en droit international" pour le Conseil de l'éducation permanente de l'U.L.B. (CEPULB) en janvier 1993.
4. Communication sur "Le régime juridique de l'assistance humanitaire en cas d'obstacle à l'accès" et sur "La place de l'humanitaire dans la gestion des conflits" au colloque "L'aide humanitaire dans le droit international contemporain" organisé en janvier 1993 à l'Université d'Aix-Marseille III.
5. Communication sur "Les organisations européennes et le maintien de la paix et de la sécurité internationales" lors de la journée d'études sur l'Europe organisée par l'association d'anciens parlementaires *Pro lege* à Bruxelles en juin 1993.
6. Communication sur "L'extension du mandat des Forces des Nations Unies à la protection de l'assistance humanitaire" au colloque sur "Les développements récents en droit international humanitaire" organisé en avril 1994 à l'Université du Québec à Montréal par la Société québécoise de droit international.
7. Conférence sur "L'émergence d'un principe de légitimité en droit international public" à l'Université du Québec à Montréal en novembre 1994.
8. Cours sur "Le régime juridique de l'assistance humanitaire" dans le cadre du Diplôme universitaire européen sur l'aide humanitaire internationale, Bruxelles, novembre 1996.
9. Leçon inaugurale sur "Le droit de la responsabilité, miroir de l'ordre juridique international ?", U.L.B., Bruxelles, janvier 1997. Conférence sur le même thème à l'Université du Québec à Montréal en avril 1997 et à l'Université de Tunis I en mai 1998.
10. Communication sur "Les glissements fonctionnels et sémantiques de l'*uti possidetis*" au colloque "Des limites administratives aux frontières internationales ? - Le droit international et les démembrements d'Etats" organisé en janvier 1998 à l'Université libre de Bruxelles.

11. Participation à une table ronde dans le cadre du Symposium sur les rapports entre l'action humanitaire et l'action politico-militaire organisé en février 1998 à Bruxelles par le ministère des Affaires étrangères de Belgique et le Comité international de la Croix-Rouge (CICR).
12. Conférence sur "Le concept de légalité au sein des organisations internationales" à l'Université de Tunis I en mai 1998.
13. Participation à une table ronde dans le cadre du colloque "L'intervention d'un média de paix étranger dans un pays en conflit : quelle légitimité ?" organisé en juillet 1998 à Cartigny (Genève) par la Fondation Hirondelle (média "sans frontières").
14. Communication sur "Les institutions financières internationales et les droits de la personne" au colloque "Institutions financières internationales : l'exception aux droits de l'homme ?" organisé en décembre 1998 à Louvain-la-Neuve et à Bruxelles par la Coordination pour la dignité humaine et le Centre de droit international de l'U.L.B.
15. Communication sur "La référence à la 'communauté internationale' comme facteur de légitimité" dans le cadre de la journée d'études "Droit, légitimation et politique extérieure européenne : La Belgique et la guerre du Kosovo" organisée en décembre 1999 à Bruxelles par le Centre de droit international de l'U.L.B. Conférence sur le même thème, sous le titre "Problems raised by the reference to the 'International Community' as a legitimising factor in the Kosovo conflict" au Lauterpacht Research Centre for International Law de l'Université de Cambridge, en mai 2000.
16. Communication sur "L'efficacité de la justice internationale" au colloque "Justice et juridictions internationales" organisé en avril 2000 par la Faculté des sciences juridiques, politiques et économiques de Tunis (Tunis II).
17. Communication sur "Les problèmes de responsabilité découlant pour les organisations internationales de leur implication dans des conflits armés" au colloque "Les organisations internationales et les conflits armés" organisé en mai 2000 par l'Université de Cergy-Pontoise (Paris).
18. Cours sur "Les contre-mesures - Expériences récentes de recours à l'embargo" pour la Fondation Lelio Basso à Tunis en octobre 2000.
19. Communication sur "Le rôle des nouveaux acteurs - les organisations non-gouvernementales" au colloque sur "La zone économique exclusive et la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer, 1982-2000 : un premier bilan de la pratique des Etats", organisé en novembre 2000 par la Vrije Universiteit Brussel et l'Université catholique de Louvain.
20. Rapport sur "L'ONU, les Etats et la société civile : vers une gouvernance globale ?" au colloque sur "La démocratisation du système des Nations Unies" organisé en décembre 2000 par le CERIC et l'Institut d'études politiques (IEP) d'Aix-en-Provence.

21. Participation au séminaire sur "The effects of United States predominance on the foundations of international law" organisé à Duke University (Etats-Unis) en février 2001.
22. Conférence sur "L'exercice de la compétence universelle sur la base d'une loi nationale : le cas de la Belgique" à l'Université McGill (Montréal) en février 2001.
23. Conférence sur le thème " The influence of the United States on treaty-making processes " au Lauterpacht Research Centre for International Law de l'Université de Cambridge, en mars 2001.
24. Conférence sur le thème "Developments in the Law of International Organisations" au Lauterpacht Research Centre for International Law de l'Université de Cambridge, en octobre 2001 (avec Philippe Sands).
25. Communication sur « The effects of US predominance on the elaboration of treaty regimes and on the evolution of the law of treaties » au symposium "The United States and International Law" organisé à l'Université de Göttingen en octobre 2001.
26. Communication intitulée "Responsabilité pour violations graves d'obligations dues à la communauté internationale dans son ensemble et droit des Nations Unies" au colloque "La violation d'obligations découlant de normes impératives du droit international général et la responsabilité internationale des Etats" organisée par l'Institut universitaire européen, Florence, décembre 2001.
27. Communication sur « La responsabilité de l'ONU dans le cadre de la chute de Srebrenica » au colloque « La tragédie de Srebrenica » organisé par le Centre de droit international de Nanterre (Paris X), la FIDH, MSF et la Ligue des droits de l'homme, Paris, décembre 2001.
28. Communication intitulée « Vers la reconnaissance progressive d'un droit à des représailles armées ? », dans le cadre de la journée d'études sur « Le droit international face au terrorisme : après le 11 septembre 2001 » , organisée par le Centre de droit international de l'Université Paris I et le Centre de droit international de l'U.L.B., Paris, janvier 2002.
29. Présidence et participation au panel intitulé « The State of State Responsibility » au 96^{ème} colloque annuel de l'*American Society of International Law*, Washington D.C., mars 2002.
30. Conférence intitulée « Quel rôle pour la Cour internationale de Justice dans les relations internationales contemporaines ? » à l'Université de Montréal, octobre 2002.
31. Conférence intitulée « The impact of the ICJ judgement in the *Yerodia* case on the 1993/1999 Belgian Law on universal jurisdiction » à l'Université d'Uppsala (Suède), janvier 2003.

32. Participation à une table ronde sur le thème "Occupation et administration internationale de territoires", dans le cadre du colloque fondateur du Réseau francophone de droit international, Genève, mai 2004.
33. Communication intitulée "Terrorisme et droits de la personne : au-delà de la dérogation" dans le cadre du colloque fondateur de la Société européenne de droit international, Florence, mai 2004.
34. Communication intitulée "Quelle évolution du droit de la légitime défense à la suite des attentats du 11 septembre 2001 ?" dans le cadre d'une conférence sur les aspects contemporains de la légitime défense organisée à l'Université de Nancy, mai 2004.
35. Cours sur "The role of the United Nations in responding to breaches of fundamental norms of international law" à l'Université d'Amsterdam en février 2005.
36. Présentation intitulée "The Judgement of the International Court of Justice in the *Case Concerning Armed Activities on the Territory of the Congo (DRC v. Uganda)*" au Lauterpacht Research Centre for International Law de l'Université de Cambridge, en mars 2006. Présentation sur le même thème à l'Université d'Ottawa en janvier 2007.
37. Présidence et participation à un panel consacré au terrorisme dans le cadre de la conférence de la branche britannique de l'*International Law Association*, Londres, mars 2006.
38. Répondant dans le cadre d'un panel consacré à la réforme des Nations Unies et aux sanctions internationales, à l'occasion d'un Colloque sur la réforme des Nations Unies, Université de Castellon (Espagne), avril 2006.
39. Présentation de l'ouvrage *Bowett's Law of International Institutions* et communication intitulée « An Appraisal of the Criticism Raised by the International Law Commission's Draft Articles on the Responsibility of International Organizations » dans le cadre d'un colloque sur le droit des organisations internationales, Université de Leiden (Pays-Bas), octobre 2007.
40. Communication intitulée « Les administrations internationales de territoire : quelle place pour l'Etat de droit ? », dans le cadre du colloque annuel de 2008 de la Société française pour le droit international, sur le thème "L'Etat de droit en droit international" (Bruxelles, juin 2008). Cours sur le même thème à l'Université de Padoue (Italie) en octobre 2008.
41. Communication intitulée « Les violations du droit international humanitaire commises dans le cadre d'une opération de paix – A qui incombe la responsabilité internationale ? », dans le cadre de la 31^{ème} table-ronde droit international humanitaire organisée par le CICR et l'Institut international de droit humanitaire, sur le thème "Droit international humanitaire, droits de l'homme et opérations de paix" (San Remo, septembre 2008).
42. Communication intitulée « Assuming Attribution and/or Responsibility: A Race between an International Organization and its Member States? », dans le cadre d'un

séminaire d'experts organisé à l'Université d'Amsterdam en avril 2009 sur le thème « Member States and Third States and the Responsibility of International Organizations ».

43. Présidence de séance et animation des débats dans le cadre du colloque "Sahara occidental : quels recours pour les peuples sous domination étrangère ?" organisé par le Centre de droit international de l'ULB et Oxfam, Bruxelles, octobre 2009.

44. Introduction générale du colloque "Terrorism Lists, Executive Powers and Human Rights" organisé par le European Centre for Constitutional and Human Rights, Bruxelles, octobre 2009.

45. Communication intitulée "Allocating Responsibility – Attribution in Multinational Military Operations" dans le cadre d'un séminaire d'experts sur le thème "Responsibility in Multinational Military Operations" organisé par le Swedish National Defence College et l'Amsterdam Centre for International Law, Stockholm, octobre 2009. Communication sur le même thème dans un colloque sur les opérations militaires de l'Union européenne organisé à l'Université Jaume I de Castellon en novembre 2010.

46. Communication intitulée "Panels, médiateurs et mécanismes informels de contrôle des activités des organisations internationales: entre *accountability* et *responsibility*" dans le cadre du colloque de la Société européenne de droit international, Cambridge, septembre 2010.

47. Introduction et conclusions générales de la journée d'études consacrée à la « Responsabilité des organisations internationales » organisée par le Centre de droit international de l'ULB et le CERIC de l'Université d'Aix-Marseille III, Aix-en Provence, mars 2012.

48. Présentation intitulée "Les articles sur la responsabilité des organisations internationales : quel bilan tirer des travaux de la CDI ? » à l'Université du Québec à Montréal en mars 2013 et à l'Université d'Ottawa en janvier 2015.

49. Discutant dans le cadre de la conférence « US-EU Approaches in the fight against terrorism » organisée à l'ULB en octobre 2014.

50. Communication intitulée « Responsabilité de l'Etat et responsabilité des organisations internationales : avantages et inconvénients de la forme conventionnelle », au colloque *Les formes du droit international* organisé par l'Université Paris VIII-Saint Denis, Paris, juin 2015.

51. Conférence sur « Les développements du droit international de la mer à la lumière de quelques décisions judiciaires récentes », Faculté de droit de l'Université nationale du Vietnam à Hanoï, mai 2017.

52. Commentaire de l'arrêt rendu en septembre 2017 par une Chambre spéciale du Tribunal international du droit de la mer dans l'affaire du *Différend relatif à la délimitation de la frontière maritime entre le Ghana et la Côte d'Ivoire dans l'Océan atlantique*, dans le cadre des "Midis du Centre de droit international", ULB, Bruxelles, octobre 2017.

53. Présentation intitulée "The Hermeneutics of International Law", dans le cadre d'un séminaire doctoral, Université Laval, Québec, octobre 2017.

54. Communications intitulées « Délimitations maritimes : poids de l'accord et résultat équitable » et « L'interprétation donnée par le tribunal arbitral Philippines/Chine aux termes « île » et « rochers » dans l'article 121 de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer et ses conséquences pour la situation en mer de Chine méridionale » dans le cadre d'un colloque organisé par l'Université nationale du Vietnam à Hanoi et l'Université de Da-Nang, Da Nang (Vietnam), novembre 2018.

55. Présentation intitulée « Libres propos sur l'affaire des Iles Chagos devant la Cour internationale de Justice », dans le cadre des "Midis du Centre de droit international", ULB, Bruxelles, décembre 2018.

56. « Les impératifs liés au maintien de la paix et à la préservation de la sécurité comme limitations aux droits de la personne – Quelques réflexions à la lumière de la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme », Conférence Katia-Boustany de la Société québécoise de droit international, Université Laval, Québec, février 2019.

57 Présentation intitulée « L'arrêt de la CIJ du 4 février 2021 dans l'affaire relative à l'*Application de la convention internationale pour l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale (Qatar c. Emirats arabes unis)* : une conception « passéiste » de la discrimination raciale ? », dans le cadre des "Midis du Centre de droit international", ULB, Bruxelles, mai 2021.

III. Autres

1. Depuis 1989, participation à de nombreuses conférences et débats sur divers sujets de droit international
2. Assistance à divers colloques et journées d'études dans divers domaines du droit et des relations internationales en Belgique, en France et au Canada depuis 1988.
3. Secrétaire du *BRussells* Tribunal, un tribunal d'opinion dont le mandat était d'examiner la responsabilité de certains *think-tanks* dans l'élaboration des politiques de l'administration américaine qui ont débouché sur l'invasion de l'Irak, Bruxelles, avril 2004.

Autres activités

Assistance à un séminaire de droit international humanitaire organisé par le Comité international de la Croix-Rouge (C.I.C.R.) en Avignon durant une semaine en septembre 1988.

Mission d'observateur judiciaire à Londres en octobre 1991 pour l'A.I.J.D. (procès d'un membre présumé de l'I.R.A.).

Membre de la mission d'observation conjointe de la Commission internationale de juristes et de la Communauté européenne pour le second tour des élections présidentielles à Madagascar en février 1993.

Membre de la mission d'observation de l'Organisation internationale de la Francophonie pour le premier tour des élections présidentielles au Niger en octobre 1999.

Juge de plaidoirie pour les épreuves nationales et internationales de divers concours de procès-simulé en droit international (Rousseau, Pictet, Jessup) en Belgique et au Canada depuis 1990.

Président du Comité d'organisation du concours de procès-simulé en droit international Charles Rousseau de 1996 à 2002. Vice-président du Comité d'organisation de 1992 à 1994. Secrétaire général du Comité d'organisation de 1994 à 1996.

De mars 1991 à décembre 1993 (date de suspension de la publication), directeur adjoint des *Documents juridiques internationaux* (Montréal).

Depuis 1992, secrétaire-adjoint de la *Revue belge de droit international*; depuis 2002, membre du comité de rédaction de cette *Revue*.

Membre du conseil scientifique de la *Revue de droit africain* et de l'*International Organisations Law Review* et des comités de lecture de la *Revue québécoise de droit international* et du *European Journal of International Law* .

Membre des Sociétés belge, française, européenne et québécoise de droit international.

Interviews sur divers sujets de droit international pour la BBC, France-Inter, Radio-Méditerranée internationale, Radio Netherlands International, la radio-télévision nigérienne, la RTBF, la BRF, RTL-TVI, *Le Soir*, *La Libre Belgique*, *L'Echo*, *La Cité*, *Libertés*, *L'Unita*, plusieurs radios privées.

Représentant du corps scientifique au Conseil de la Faculté de droit de l'U.L.B. de 1990 à 1993. Membre de la commission des relations internationales de la Faculté depuis 1996.

Secrétaire scientifique du Centre de droit international de l'U.L.B. (1996-2000).

Responsable du programme de coopération avec les bibliothèques de facultés de droit de pays en développement - Faculté de droit de l'U.L.B. (depuis 1998).

Membre du "groupe de pilotage" Bénin à la Commission universitaire du développement (Communauté française de Belgique) de 2000 à 2008.